

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS70542
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOVACARB

Le Revoi
55190 Pagny-sur-Meuse

Références : DT/609-2025
Code AIOT : 0006209389

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement NOVACARB implanté Le Revoi 55190 Pagny-sur-Meuse. L'inspection a été annoncée le 25/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVACARB
- Le Revoi 55190 Pagny-sur-Meuse

- Code AIOT : 0006209389
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NOVACARB exploite une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Pagny-sur-Meuse, sous couvert d'un arrêté préfectoral délivré en date du 14 octobre 2013. Dans le cadre de cette exploitation, elle met en œuvre des produits explosifs pour réaliser des tirs de mines profondes.

La visite a permis de cibler certaines dispositions réglementaires (alarme, clôture, accès, ...) des dépôts de détonateurs et d'explosifs (dépôt de 2,2 t).

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|----------------------|---|--|-----------------------|
| 2 | Dépôt de détonateurs | Arrêté Préfectoral du 30/11/1966, article 6 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 3 | Dépôt de détonateurs | Arrêté Préfectoral du 30/11/1966, article 6 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------|--|-------------------|
| 1 | Stockages | AP Complémentaire du 27/12/2013, article 1er | Sans objet |
| 4 | Dépôt d'explosifs | AP Complémentaire du 05/06/1985, article 1er | Sans objet |
| 5 | Dépôt d'explosifs | Arrêté Préfectoral du 20/09/1967, article 5 | Sans objet |
| 6 | Système de sécurité | Arrêté Préfectoral du 20/09/1967, article 6 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Seules quelques actions correctives "mineures" ont été notifiées à l'exploitant à l'issue du contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockages

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/12/2013, article 1er |
| Thème(s) : Autre, Quantité équivalente |
| Prescription contrôlée : |

[...]

| Rubrique | Libellé de l'installation | Régime | Capacité de l'installation |
|----------|--------------------------------|--------------|---|
| 4220-1 | Stockage de produits explosifs | Autorisation | Les quantités équivalentes de matières explosives présentes dans l'installation étant de : 1 dépôt de 3,3 t 1 dépôt de 2,2 t 1 dépôt de 400 kg |

Constats :

L'exploitant dispose d'un logiciel de suivi (DynamilX) permettant de connaître à tout moment les quantités de produits explosifs présentes au sein des différents dépôts.

Lors du contrôle, 1980,2320 kg d'explosifs étaient stockés dans le dépôt de 2,2 t, 449 détonateurs (+ 0,5 kg) dans le dépôt de détonateurs ; le dépôt de 3,3 t étant quant-à-lui vide pour cause de travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dépôt de détonateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/1966, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention incendie

Prescription contrôlée :

[...]

Le local contenant les détonateurs ne contient ni explosifs, ni feu nu, ni matière facilement inflammable.

Le dépôt ne possédant pas de bouche d'eau sous pression pourvue de dispositifs nécessaires pour combattre un commencement d'incendie, le permissionnaire doit tenir en réserve et à proximité du dépôt des approvisionnements d'eau et de sable ou de toute autre substance permettant d'éteindre facilement un commencement d'incendie.

[...]

Constats :

Aucune présence d'explosifs, de feu nu ou de matière facilement inflammable n'a été constatée dans le dépôt lors de la visite.

La réserve incendie du site est présente à proximité du dépôt (\pm 50 m), mais celui-ci ne dispose pas d'une réserve de sable ou de toute autre substance équivalente.

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est demandé à l'exploitant de mettre en place à proximité du dépôt une réserve de sable ou substance équivalente. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Dépôt de détonateurs

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/1966, article 6 |
| Thème(s) : Autre, Registre/consigne |
| Prescription contrôlée : [...] L'exploitant doit tenir un registre d'entrées et de sorties indiquant les quantités de détonateurs introduites, avec leur date de réception et leur provenance, ainsi que les quantités sorties, avec leur date de livraison et les noms des personnes auxquelles elles ont été remises. La manipulation et la distribution des détonateurs ne doivent être confiées qu'à des hommes expérimentés, choisis ou nominativement désignés par le préposé responsable du dépôt. Ces opérations ont lieu conformément à une consigne de l'exploitant qui doit être affichée à l'intérieur du dépôt. |
| Constats : Le registre des entrées et des sorties a été consulté lors de la visite. Celui-ci comporte toutes les informations réglementaires (quantités livrées, dates, noms des personnes, ...). La manipulation et la distribution des détonateurs sont confiées aux seuls opérateurs disposant du Certificat de Préposé au Tir (CPT), sur la base d'une consigne dédiée (dossier de prescriptions) qui a été présentée lors du contrôle. Cette consigne n'est toutefois pas affichée à l'intérieur du dépôt. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est demandé à l'exploitant d'afficher à l'intérieur du dépôt, la consigne dédiée à la manipulation et la distribution des détonateurs. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Dépôt d'explosifs

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/1985, article 1er |
| Thème(s) : Autre, Accès au dépôt |
| Prescription contrôlée : [...] |

| |
|--|
| <p>La fermeture du bâtiment est constituée d'une porte blindée à deux vantaux doubles, face tôle avec fermeture de sécurité en trois points et serrure de sûreté.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La porte blindée à deux vantaux doubles est équipée d'une fermeture de sécurité 3 points avec serrure de sûreté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Dépôt d'explosifs

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1967, article 5</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Clôture</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le dépôt est entouré d'une forte clôture défensive en grillage, de deux mètres de hauteur au moins, ...</p> <p>Une porte solide, munie d'une cellule de sûreté, permet l'accès à l'intérieur de la clôture.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La présence de la clôture défensive en grillage de plus de deux mètres, ainsi que de la porte munie d'une serrure de sûreté a été constatée lors de la visite.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Système de sécurité

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1967, article 6</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Système d'alarme</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système de sécurité électrique contrôle de manière permanente la fermeture des portes. En cas d'effraction, il déclenche une sonnerie... Il est établi de telle manière que l'ouverture des portes ou la simple rupture des fils d'alimentation provoque le fonctionnement de la sirène.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Un système électrique à sécurité positive est présent au niveau des portes d'accès au dépôt. L'exploitant a précisé lors du contrôle que l'alarme sonore était reportée au niveau des installations de traitement. Le fonctionnement de celle-ci n'a été testé lors de la visite.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |